****

 **RAPPORT DE PROGRES DE PROJET PBF**

**PAYS :** Mali

**TYPE DE RAPPORT : SEMESTRIEL, annuEl OU FINAL :**

**ANNEE DE RAPPORT:** 2022

|  |
| --- |
| **Titre du projet :** "ANBE GNOKON BOLO" (On est ensemble!) : "La jeunesse unie pour un Mali stable"**Numéro Projet / MPTF Gateway:**  **PBF/MLI/A-4** |
| **Si le financement passe par un Fonds Fiduciaire (“Trust fund”) :** [ ]  Fonds fiduciaire pays[ ]  Fonds fiduciaire régional**Nom du fonds fiduciaire :**       | **Type et nom d’agence récipiendaire :**  UNICEF (Agence coordinatrice) SFCG |
| **Date du premier transfert de fonds :** 24 Mars 2020**Date de fin de projet :** 22 Mars 2023 **Le projet est-il dans ces six** derniers **mois de mise en œuvre ?**  |
| **Est-ce que le projet fait part d’une des fenêtres prioritaires spécifiques du PBF :**[ ]  Initiative de promotion du genre[ ]  Initiative de promotion de la jeunesse[ ]  Transition entre différentes configurations de l’ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)[ ]  Projet transfrontalier ou régional |
| **Budget PBF total approuvé (par agence récipiendaire) :**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Récipiendaire** | **Budget Alloué ($)** | **Transferts à ce jour ($)** | **Dépenses à ce jour ($)** |
| **UNICEF** | $ 2 498 450.00 | $1,748,915.00  |  $ 1,021,490.36 |
| **Search For Common Ground (SFCG)** | $ 1 092 470.00 | $764,729.00 |  $ 631,373.12 |
| **TOTAL** | **$ 3 590 920.00** | **$2,513,644.00** | **$1,652,863.48** |

Taux de mise en œuvre approximatif comme pourcentage du budget total du projet :   49 pour cent    (66% de la tranche reçue)\*JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES\**Les modèles de budget sont disponibles* [*ici*](https://www.un.org/peacebuilding/content/application-guidelines)**Budgétisation sensible au genre :**Indiquez quel pourcentage (%) du budget contribuant à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes (GEWE) ?30 pour centIndiquez le montant ($) du budget dans le document de projet contribuant à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes :     US$ 1 ,077 ,276  Indiquez le montant ($) du budget dépensé jusqu’à maintenant contribuant à l’égalité des sexes ou à l’autonomisation des femmes :    $495,859.04     |
| **Marquer de genre du projet :** **Marquer de risque du projet :** **Domaine de priorité de l’intervention PBF (« PBF focus area »):**  |
| **Préparation du rapport :****Rapport préparé par :** Bouréima KONATE, Chief Social and Behaviour Change**Rapport approuvé par :** Andrea Berther, Représentante AdjointeLe Secrétariat PBF a-t-il revu le rapport: OUI |

**Partie 1 : Progrès global du projet**

**Expliquer brièvement l'état global de mise en œuvre du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.) (limite de 1500 caractères) :**

« On est ensemble », projet lancé en juin 2021, comptabilise des succès au sein des communautés. Au total, 2496 jeunes et adolescents sur 3000 dont 50% de filles et de garçons ont reçu la formation en analyse et gestion des conflits.

Ces jeunes formés, acteurs de cohésion sociale ont organisé des sessions de sensibilisation et d’information à travers les clubs de paix et les tribunes d’expression populaires qui ont été un succès.

En effet, 12 clubs de paix mis en place ont développé des plans d’action afin de résoudre des conflits communautaires sur le leadership et la gestion des ressources naturelles dans les zones cibles du projet. Ces clubs ont organisé 7 activités sur la prévention et la gestion des conflits, 12 activités de sensibilisation des jeunes à la citoyenneté en tribunes d’expression populaire, 11 actions conjointes entre autorités et jeunes et 36 nouvelles sessions des espaces d’échanges sur la paix. Ces activités ont mobilisé 1354 participants dont 982 hommes et 372 femmes avec la participation de 341 leaders communautaires dont 129 femmes.

Au niveau des sensibilisations à travers les médias, 6 émissions radiophoniques, ainsi que 8 capsules vidéo ont été enregistrés par les jeunes acteurs de cohésion sociale.

La réalisation de ces activités a permis aux jeunes d’améliorer leurs relations avec les autorités locales et de promouvoir la paix tout en étant médiateurs de paix dans des conflits inter-villages (Bia, Teguéré et Karfigueba)

Pour la suite, le projet prévoit d’offrir aux jeunes un cadre de rencontres dans les foyers de jeunes qui devront être réhabilités. Ainsi, 4 foyers de jeunes seront réhabilités et équipés avec des radios FM afin de permettre aux jeunes de développer leur leadership communautaire dans cadre adéquat.

**POUR LES PROJETS DANS LES SIX DERNIERS MOIS DE MISE EN ŒUVRE :**

**Résumez le principal changement structurel, institutionnel ou sociétal auquel le projet a approuvé. Ceci n’est pas une anecdote ou une liste des activités individuelles accomplies, mais une description de progrès fait vers l’objectif principal du projet. (limite de 1500 caractères**):

**Au niveau institutionnel :**

1. La mise en place en place d’un comité technique de pilotage du projet par le gouvernement. Ce comité est présidé par le Secrétaire Général du Ministère de la Jeunesse des Sport. La première réunion a eu lieu le 10 Mai 2022. Ce mécanisme de coordination mis en place par le département de tutelle a pour mission entre autres : i) Assurer le suivi et l’évaluation de la mise en œuvre des activités du projet sur le terrain ; ii) apporter son expertise au besoin et des mesures correctrices pour l’atteinte des objectifs du projet ; iii) veiller à une complémentarité des interventions dans le domaine de la prévention des conflits pour les jeunes et par les jeunes dans les zones d’intervention du projet.
2. L’organisation par le Ministre de la Jeunesse de la table ronde des bailleurs de fonds pour la mobilisation des ressources en vue du financement du plan d’action de la Politique Nationale de la Jeunesse du Mali (PNJ) dont l’élaboration de ce document stratégique a été soutenu dans le cadre dudit projet.

**Au niveau communautaire et individuel :**

Les activités de dialogue intercommunautaires par les jeunes ont été des succès communautaires. En effet, le club de paix dans la commune de Misseni a réglé un conflit intercommunautaire et les différents protagonistes (les villages de Bia, de Teguéré et de Karfigueba) ont signé un accord de paix le vendredi 21 mai 2022 concernant la gestion des ressources naturelle, objet de leur conflit. Cette action inspirante au sein de la communauté illustre l’appropriation du projet au niveau de la communauté.

**Partie II : Progrès par Résultat du projet**

**Résultat 1 :** **Les jeunes jouent un rôle actif dans les mécanismes de prévention et de gestion des conflits au sein de leurs communautés**

**Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat :**

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

**Les capacités et connaissances des jeunes sur la gestion pacifique des conflits et l’engagement citoyen sont renforcées** :

2496 adolescents et jeunes dont 50 % de filles sur 3000 ont été formés dans les 12 communes d’intervention.

Aussi, les capacités de 1438 bénéficiaires directs de Kayes et de Sikasso, Koulikoro et le district de Bamako dont 50 % de filles ont été renforcées dans la région de Koulikoro et le district de Bamako.
Les thématiques de formation portaient sur la prévention des conflits selon une approche participative qui permet aux participant(es) d’appréhender les éléments clés de l’identité des parties prenantes, la manière dont ces identités influent sur le conflit et les identités que les parties partagent. En effet, les thèmes avaient été choisies pour aider les jeunes à trouver un terrain d’entente et les positionner au sein de leurs communautés comme des acteurs crédibles de cohésion sociale.

Cette formation a permis aux adolescents et aux jeunes de se familiariser avec les notions de prévention et de gestion des conflits, de médiation, de mécanisme de dialogue pour la paix et la cohésion sociale. Avec ces outils, ils ont les capacités renforcées pour mobiliser leurs pairs et leurs communautés autour de la paix et la cohésion sociale et mener des initiatives conjointes avec les leaders (hommes/femmes) religieux, coutumiers et politico administratifs.

Sept (7) activités inclusives d’engagement communautaire ont été organisées et ont permis de transformer la perception des communautés quant à l’implication des jeunes dans les processus de paix. Ces activités portaient sur les thématiques en lien avec les ressources naturelles, la citoyenneté, la coexistence pacifique, la cohésion sociale et l’inclusion des jeunes et des femmes dans les processus de paix ainsi que la scolarisation et le maintien des jeunes filles à l’école. Ceci a permis au projet d’enregistrer un résultat notoire dans la commune de Misseni. En effet, les jeunes bénéficiaires et les Ambassadeurs de Paix ont entrepris des actions pour transformer un conflit qui durait depuis plus de cinq ans. En effet, 3 villages (Bia, Kafiguéba et Téguéré) étaient en conflit à cause de la propriété et l’exploitation d’un site d’orpaillage traditionnel situé entre Bia et Kafiguéba. Après l’analyse du conflit et plusieurs sessions de dialogues réalisés par les membres du club de paix (en collaboration avec les leaders communautaires, autorités administratives et coutumières) un terrain d’entente a été trouvé entre les parties et un [accord de paix signé](https://drive.google.com/file/d/1gAVsh1fz1DGw9z0cPNJDm-BABEqISQM-/view) le 20 mai 2022.

De plus, les 12 tribunes d’expression populaire réalisées ont permis d’accroître la participation des jeunes dans les processus contribuant à la consolidation de la paix par des sessions de sensibilisation de leurs paires à la citoyenneté. Elles ont traité les questions de leadership jeune dans les communes, la prévention et la gestion des conflits identifiés dans les plans d’action communautaire ainsi que la redevabilité des autorités envers leurs populations dans les communes. Elles ont touché 364 participants dont 37% des femmes/filles. Ce pourcentage se justifie par le fait que la couche féminine n’est pas très active vis-à-vis des initiatives locales en lien avec l’engagement citoyen dans certaines zones.

En perceptive, le projet envisage d’intensifier la réalisation d’activités citoyenne en impliquent davantage les filles/femmes sur des thématiques en lien avec le rôle de la femme dans la commune.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

Les 3000 jeunes et adolescents (12-17ans ; 18-35 ans avec 50% de filles/femmes des 12 communes d’intervention) du projet à ce jour sont totalement identifiés. Pour ces bénéficiaires directs dans les 12 communes des régions de Kayes, Sikasso, Koulikoro, et le district de Bamako, l'égalité de chance a été donnée à tous.

Sur les 1438 bénéficiaires formés sur 3000 jeunes et adolescents, 50 % sont des filles et des adolescentes (719) ce qui représente 50 % de l’ensemble des bénéficiaires du projet formés.

Dans les différentes étapes de la mise en œuvre, l’égalité fille et garçon a été promue et respectée malgré les contraintes difficultés rencontrées par endroit notamment dans les communes de Boura à Sikasso et de Dilly à Koulikoro pour mobiliser les femmes et les filles aux activités.

**Résultat 2 : Les leaders nationaux et locaux (traditionnels, religieux) ainsi que les autorités collaborent avec les jeunes en tant qu’acteurs clés dans les initiatives de prévention et de gestion des conflits**

**Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat** : **On track**

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

Les comités régionaux de Kayes, Sikasso et Koulikoro ont été redynamisés. La tenue des réunions avec les comités PNCD (Plan national de la communication pour le développement) mis en place dans les régions a favorisé l’élaboration des plans d’action régionaux qui soutiennent et encouragent les actions en faveur des jeunes et des adolescents dans leurs communes. Comme exemple, on peut citer l’engagement des leaders communautaires artistiques, et culturels dans les activités organisées par les jeunes.

En effet, les leaders communautaires ont accompagné la mission et s’engagent fortement à soutenir les initiatives communautaires prises en faveur des jeunes et des adolescentes (es).

Sous le leadership du Ministère chargé de la jeunesse, la révision de la politique cadre de développement de la jeunesse a été mise en place.

 

Dans le cadre du renforcement de la collaboration entre les jeunes et les autorités, les capacités de 78 personnes membres des 12 clubs de paix (leaders communautaires, jeunes et autorités administratives) dont 33% de femmes/filles (26) ont été renforcées sur la prévention et la gestion des conflits dans les 4 régions d’intervention du projet. A la fin de ces formations, les [plans d'actions](https://docs.google.com/document/d/13SAmjEGlKauRtfVBD6J2YjQS2OsNaibP/edit) ont été développés et validés à la rencontre mensuelle communautaire avec les bénéficiaires directs et les autorités. *Par exemple : le conflit entre la chefferie et les allogènes de teguere dans la commune de Misseni opposés sur la gestion des espaces de culture (communauté autochtone et celle des allogènes Minianka du village de Téguéré); et le Conflit entre le village de Tombola et le village de Djoulafoundo sur la délimitation des espaces dans la commune de Nouga*.

Sur 11 actions conjointes réalisées entre autorités et jeunes de promotion de la cohésion sociale, 5 étaient axées sur le renforcement de la confiance entre les autorités, leaders communautaires et jeunes. Les 6 autres ont pris en compte l’implication des leaders religieux y compris des imams, pour encourager la coexistence pacifique entre les populations notamment la couche juvénile. La réalisation de ces activités a permis de changer la perception des jeunes bénéficiaires et de beaucoup de populations touchées dans les communes cibles.

***Amadou S Maiga, 37 ans Président du conseil local de la jeunesse de Banamba*** *: « Quand le club de paix nous a rapprochés pour la participation à cette tribune d’expression populaire, on ne voulait pas venir car on était inquiet du dénouement et la confrontation avec les autres jeunes. Cependant au sortir de l’initiative je suis entièrement satisfait en tant que Président des jeunes car cette activité nous a davantage éclairés et propose des meilleures solutions de renforcement de la collaboration entre les jeunes ».*

***Adama DIARRA commissaire de police de la commune de Banamba, rencontré après la tenue d’une action conjointe entre les jeunes, les femmes et les autorités locales :***

*“Après cette activité, la population qui était réticente à fréquenter la police pour ses services à changer de perception sur la police et à commencer à entretenir de bon rapport surtout pour bénéficier des services de la police”.*

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

La participation effective des filles et des femmes dans le processus de dialogue pour l’élaboration de la Politique Nationale de la Jeunesse a été effective.
Durant les différentes étapes, les points de vue des filles et des jeunes femmes ont été pris en compte.

Plus de 2000 filles ont participé aux différents fora, aux enquêtes y compris aux deux sondages U-report organisé dans le cadre de la collecte des données dans ce processus.

Aussi, 1500 adolescents et les jeunes de 15-35 ans dans les dix régions ont participé aux entretiens pour approfondir les éléments sur leurs besoins, leurs aspirations et leurs attentes dont 150 (80 garçons et 70 filles) par région. Les données ont été collectées auprès de 500 adolescents (e)s de 15 – 19 ans, de 500 Jeunes de 20 – 24 ans et 500 de 25 – 35 ans. Les femmes des organisations locales de femmes ont participé également aux sessions de restitution des différentes formations des membres des clubs de paix afin de prendre en compte leur besoin et aspiration dans le document de la politique nationale. Ceci favorise leur intégration dans le plan d’action de mise en œuvre de ladite politique.

**Résultat 3 : Les jeunes ont accès à des plateformes sûres et inclusives d’échange et de promotion de bonnes pratiques pour la prévention et la gestion des conflits**

**Veuillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat** :On track

**Résumé de progrès :** (Limite de 3000 caractères)

À la suite de l’identification des centres de jeunes, une mission conjointe (Direction Nationale de la Jeunesse, Direction de l’Urbanisme et de l’Habitat et l’UNICEF) a été organisée à la fin de l’année 2021 et a permis d’évaluer les centres de jeunes à réhabiliter et à équiper. L’équipe de construction de l’UNICEF continue d’appuyer ces partenaires du gouvernement dans la finalisation des appels d’offres prenant en compte les spécifications techniques intégrées dans les offres. Ces centres seront dotés de Radio FM qui permettront aux jeunes de faire entendre leur voix, et de discuter autour des thématiques clés pour la prévention des conflits.

Aussi, le projet a tenu 36 réunions des clubs de paix à travers l’organisation d’espaces d’échanges, d'appui aux jeunes et adolescents, de redevabilité et de discussion sur la paix regroupant l’ensemble des acteurs au niveau de chaque commune. Le nombre moyen de participant(e)s est de 30, comprenant au moins 10 filles et femmes.

Ces échanges ont permis de réviser et d’actualiser les plans d’action communautaire par la définition des nouvelles priorités pour la prévention des conflits et la stabilisation des zones d’intervention.

47 journalistes (dont 18 femmes) formés ont réalisé des productions médiatiques, y compris des messages sur les thématiques de prévention de conflit et de cohésion sociale. Ils ont également assuré la couverture médiatique des activités communautaires avec les bénéficiaires lors des rencontres communautaires des clubs de paix en vue de relayer l’information sur les radios locales et communautaires.

Afin de sensibiliser les populations sur la cohésion sociale, un scénariste recruté, a développé les scripts de 20 épisodes du feuilleton “*An Be Gnokon Bolo*”. Les feuilletons seront produits et diffusés au cours du prochain semestre.

**Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat :** *(*Limite de 1000 caractères*)*

* La participation des jeunes filles et garçons dans la mise en œuvre de l’évaluation des besoins pour la réhabilitation des 4 maisons et centres des jeunes a été effective. Elle a permis de prendre en compte les préoccupations des filles (notamment la prise en compte de la séparation des toilettes fille /garçons). Aussi, les avis des jeunes garçons et filles dans les discussions concernant les activités de prévention et de gestion des conflits dans leurs communautés a été également prise en compte.
* La série *« la langue et les dents »* a plus de 40% d’acteurs féminin.
Cette série souligne l’importance de la scolarisation de la fille et lutte contre la déscolarisation et le mariage des filles mais aussi la promotion de la tolérance, du dialogue et de l’acceptation de la différence dans l’unicité dans la prévention et la gestion des conflits.

**Partie V : ÉVALUATION DE LA PERFORMANCE DU PROJET SUR LA BASE DES INDICATEURS :**

Utiliser le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification et fournir une mise à jour sur la réalisation des indicateurs clés au niveau des résultats et des produits dans le tableau ci-dessous. Veuillez sélectionnez les produits et les indicateurs les plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence. S’il n’a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs particuliers, indiquez-le et donnez des explications. Fournir des données désagrégées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

|  | **Indicateurs** | **Base de données** | **Cible de fin de projet** | **Etapes d’indicateur/ milestone** | **Progrès actuel de l’indicateur** | **Raisons pour les retards ou changements** |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Résultat 1****Les jeunes jouent un rôle actif dans les mécanismes de prévention et de gestion des conflits au sein des communautés** | Indicateur 1.1Proportion de structures de prévention et gestion des conflits qui incluent les jeunes | **39% (enquête Baseline)** | **70%** |  | Les activités de renforcement des capacités sont en cours | Les données pour cet indicateur seront disponibles avec l’enquête KAP end line du projet |
| Indicateur 1.2Proportion des jeunes bénéficiaires qui pensent que leurs opinions sont considérées dans la prévention et la gestion des conflits dans leurs communautés | **48%** | **60%** |  | Les activités de renforcement des capacités sont en cours | Les données pour cet indicateur seront disponibles avec l’enquête KAP end line du projet |
|  | Indicateur 1.3: % des personnes interrogées qui estiment que la jeunesse est représentée dans les instances de prévention et de gestion des conflits dans leur communauté | **39%** | **60%** |  | Les activités de renforcement des capacités sont en cours | Les données pour cet indicateur seront disponibles avec l’enquête KAP end line du projet |
|  | Indicateur 1.4: % de personnes interrogées qui estiment avoir reçu une formation sur les renforcements de capacités et de connaissances sur la gestion pacifique des conflits et l’engagement citoyen | **12%** | **70%** |  | Les activités de renforcement des capacités sont en cours | Les données pour cet indicateur seront disponibles avec l’enquête KAP end line du projet |
|  | Indicateur 1.5: % des personnes interrogées qui affirment avoir participé à des activités de mobilisation communautaire organisées par des jeunes sur la gestion pacifique des conflits et l’engagement citoyen | **41%** | **80%** |  | Les activités de renforcement des capacités sont en cours | Les données pour cet indicateur seront disponibles avec l’enquête KAP end line du projet |
| **Résultat 2**Les leaders nationaux et locaux traditionnels et religieux collaborent avec les jeunes en tant qu’acteur clés dans les initiatives de prévention et de gestion des conflits | Indicateur 2.1la politique nationale de la citoyenneté révisé intègre un cadre de concertation pour les jeunes | **0** | **1** | **Fin 2021 :1** | Le document de la Politique Nationale de la Jeunesse est valide reste à être adopté en conseil de ministre.  | Toujours en attente d’approbation au niveau politique |
| Indicateur 2.2 : % des personnes interrogées qui affirment avoir participé à une rencontre sur le mécanisme de dialogue mis en place entre les jeunes, les leaders locaux et les autorités locales | **20%** | **40%** |  | N/A | Données seront disponibles avec l’enquête KAP end line du projet |
| Indicateur 2.3% d’augmentation du budget du Ministère de la cohésion sociale dédié aux financements des initiatives des jeunes | **NA** | **2%** |  | **NA** | Les données ne sont pas accessibles auprès du ministère |

**Partie III : Questions transversales**

|  |  |
| --- | --- |
| **Suivi :** Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport  | **Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence** ? Oui. L’étude de base est disponible **Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires** ? Oui |
| **Evaluation :** Est-ce qu’un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport ? Non | **Budget pour évaluation finale (réponse obligatoire):** 70,000$      **Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l’évaluation *(*Limite de 1500 caractères*)* :** N/A       |
| **Effets catalytiques (financiers) :** Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier non PBF supplémentaire qui a été obtenu par le projet. | Nom de donateur : Montant ($):N/A                             |
|  |  |
| **Eﬀet catalytique (non ﬁnancier) : Le projet a-t-il permis ou créé un changement plus important ou à plus long terme dans la construction de la paix?****[ ] Aucun eﬀet catalytique****[ ] Peu d’eﬀet catalytique** **[ ] Eﬀet catalytique important** **[ ] Eﬀet catalytique très important** **[ ] Je ne sais pas****[ ] Trop tôt pour savoir** | Veuillez décrire comment le projet a eu un effet catalytique (non-financier)Veuillez limitez vos réponses à 3000 caractères.La mise en œuvre du projet est un processus inclusif de concertation, dialogue et de collaboration entre les acteurs des différentes communautés. Dans les 12 communes d’intervention, plus de 2400 jeunes et adolescents(e)s, identifiées ont pu informer et sensibiliser les membres de la communauté qui ont opté pour la paix et la cohésion sociale grâce aux interventions du projet. Les relations interpersonnelles entre ces jeunes et adolescent(e)s se sont améliorées. Aussi, ces jeunes et adolescents ont gagné davantage de confiance auprès des adultes, y compris des leaders communautaires et religieux. Dans la commune de Misseni par exemple (région de Sikasso), les jeunes des villages de Bia, de Bafigueba et de Teguéré ont décidé de réparer ensemble le pont qui relie les deux premiers villages. La mise en œuvre de cette activité dans le cadre des travaux d’intérêts commun a permis de rapprocher davantage les jeunes des deux communautés pour une paix durable, une entente et une collaboration sur des projets communs y compris après la mise en œuvre du projet. |
| **Autre** : Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires ? (Limite de 1500 caractères) | Les contraintes majeures qui ont négativement impactées le cours de la mise en œuvre du projet sont les suivantes :* La nécessité de renforcement de capacité logistique des directions régionales du ministère de la jeunesse en termes d’équipement bureautique (ordinateur et accessoires) pour faciliter le suivi/supervision ainsi que le rapportage sur les différentes activités mises en œuvre au profit des jeunes. Comme solution, un plaidoyer a été fait auprès de l’administration de l’UNICEF afin que certains équipements de bureau (chaises visiteurs, bureaux directeur, armoires, groupes électrogènes, ordinateurs.) soient remis aux Directions Régionales de la Jeunesse (DRJ) afin qu’elles puissent disposer d’un minimum de commodité pour exercer leurs missions dans le cadre du projet.
* Le projet a démarré dans un environnement peu favorable : COVID-19, sécuritaire (conflit,) et politique (2 coups d’état, changement de ministres de tutelle) ; ainsi les activités du projet n’ont pas pu être exécutées comme planifiés dans le document de projet. Toutefois, les activités sont en cours.
 |

**Partie IV: COVID-19**

*Veuillez répondre à ces questions si le projet a subi des ajustements financiers ou non-financiers en raison de la pandémie COVID-19.*

**Ajustements financiers : Veuillez indiquer le montant total en USD des ajustements liés au COVID-19.**N/A pour cette période de rapportage

1. **Ajustements non-financiers : Veuillez indiquer tout ajustement du projet qui n'a pas eu de conséquences financières**.
2. **Veuillez sélectionner toutes les catégories qui décrivent les ajustements du projet (et inclure des détails dans les sections générales de ce rapport) :**

[ ]  Renforcer les capacités de gestion de crise et de communication

[ ]  Assurer une réponse et une reprise inclusives et équitables

[ ]  Renforcer la cohésion sociale intercommunautaire et la gestion des frontières

[ ]  Lutter contre le discours de haine et la stigmatisation et répondre aux traumatismes

[ ]  Soutenir l'appel du SG au « cessez-le-feu mondial »

[ ]  Autres (veuillez préciser):

**Le cas échéant, veuillez partager une histoire de réussite COVID-19 de ce projet (*i.e. comment les ajustements de ce projet ont fait une différence et ont contribué à une réponse positive à la pandémie / empêché les tensions ou la violence liées à la pandémie, etc.*)**